



**ASSOCIATION LOIRE VIVANTE**  
**Nièvre – Allier – Cher**  
Courriel : [loirevivante.nac@rivernet.org](mailto:loirevivante.nac@rivernet.org)

## **AVIS SUR LA STRATÉGIE LOCALE DE GESTION DU RISQUE D'INONDATION SUR LE TERRITOIRE À RISQUE IMPORTANT D'INONDATION SECTEUR DE NEVERS**

Cette stratégie représente une avancée importante pour le TRI de Nevers, en effet, elle devrait permettre :

- d'éviter une rupture de levée, phénomène le plus grave qui entraîne souvent la disparition de personnes. La remise en état de ces levées est nécessaire tout comme leurs corollaires, les déversoirs. Ces deux éléments doivent être conçus et construits en même temps.

La réalisation des déversoirs prévus devra être clairement expliquée aux habitants concernés (qui seront certainement déjà inondés par remontée de nappe au moment de la surverse) et leur entretien devra être permanent.

Ils ne seront rendus acceptables pour la population que s'ils sont accompagnées d'explications lors de la mise en oeuvre et d'une valorisation de ces espaces, telles que création de zones promenade sur les levées et parcours pédagogiques

- d'appréhender le TRI de Nevers comme une seule commune dans l'organisation du territoire (notamment par les documents d'urbanisme) et des secours.

Il s'agit de stopper toute nouvelle urbanisation de la zone inondable et de déménager dès que possible les habitations et les activités à risque ce qui implique que les communes cessent de jouer leur carte personnelle pour maximiser sur leur territoire propre, population et activités.

- de prendre en compte la mémoire du risque, la diminution de la vulnérabilité. Mais comme nous l'indiquons plus loin, nous doutons de la pérennisation de ces mesures au cours des décennies à venir.

- de restaurer et d'entretenir le lit de la Loire dans la traversée de l'agglomération de Nevers.

Cependant, nous formulons quelques remarques et réserves :

- sur la fermeture du remblai SNCF :

Dans notre société technicienne, il est plus facile de réaliser des ouvrages de génie civil que de maintenir la pression ou la mémoire sur la population ou les différents acteurs au cours d'un temps long. Pourtant les premières ne peuvent se substituer aux secondes.

Les communes de Nevers, Challuy, Sermoise se retrouveront ceinturées, par les levées et la fermeture du remblai SNCF. Elles ne connaîtront pas d'inondations en dessous de la fréquence de retour 50 à 70 ans. Or une stratégie doit se focaliser sur les fortes crues (au-delà du retour 50 ans) qui sont les plus dangereuses et

les plus coûteuses . Autant nous sommes fermement d'accord sur le renforcement des levées et la réalisation des déversoirs prévus, autant la fermeture du remblai SNCF nous apparaît pernicieuse. Non seulement c'est un dispositif technique complexe à gérer et à maintenir dans le temps, qui nécessite la construction de mini levées pour protéger le remblai, mais surtout, il bloque les inondations de retour vingt ans par remou.

Les maires de ces communes pourront dire à leur population, nous avons tout fait pour que vous ne soyez plus inondé, sauf catastrophe et seront dispensés d'avoir à affronter les quelques centaines de personnes qui pourraient rester inondables sur des crues du type 2003 ou 2008. Cela tranquillise, mais fait perdre toute mémoire du risque aux occupants de la zone inondable. La crue de retour 50 ans peut se produire cette année, mais peut très bien ne pas exister durant la vie d'une génération. Alors reviendront les discours dangereux que l'on entend encore trop souvent aujourd'hui : tout cela c'est du passé, etc. Ceux qui ont suivi l'étude vals amont réalisée par l'EPL, pourront vous dire combien la population présente à la dernière réunion à la Charité sur Loire, ne croyait pas aux inondations centennales. Cette réunion a du être écourtée tant beaucoup de participants ne voulaient pas entendre les thèses des techniciens de l'EPL.

La mémoire du risque ne s'entretient vraiment que si l'eau revient sur des périodes relativement proches, (vingt ans maximum). Alors se crée sur le territoire, un véritable débat, la presse locale en parle, les gens mémorisent. Ce sont là des conditions pour que se construise une véritable conscience du risque.

On nous avance la mise en oeuvre de repère de crues, de totem, de site internet, mais combien de gens, malgré la publicité faite par les élus de Nevers, ont consulté l'étude EGRIAN, les PCS, DICRIM ? Ces éléments sont nécessaires, mais ne touchent pas psychologiquement les gens.

Il ne s'agit pas de laisser dans l'abandon complet les quelques centaines de personnes qui seraient inondées tous les vingt ans, mais au contraire de rendre leurs habitations moins vulnérables au passage de l'eau. Cela aurait aussi le mérite d'exemple pour la diminution de vulnérabilité des habitations du TRI de Nevers.

### **La fermeture du remblai SNCF est une atteinte à la mémoire du risque.**

- zone d'expansion de crue :

La recherche de zones d'expansion de crues bien à l'amont de Nevers a t-elle été faite ? Certaines zones agricoles remises en pâturage pourraient servir d'exutoire.

- diminution de la vulnérabilité :

Faut t-il laisser des maisons de retraite, des entreprises, des installations classées, des établissements en charge de la gestion de la crise dans des zones à risque important ?

Une diminution efficace de la vulnérabilité nécessite une évaluation systématique de tous les locaux existants dans la zone inondable en regard des plus hautes eaux connues

Comment pérenniser l'information des propriétaires, la formation des acteurs du bâtiment pour rendre les locaux de moins en moins vulnérables. Il s'agit d'une tâche d'une ampleur importante, la stratégie aurait du donner des pistes plus précises de mise en oeuvre, sinon cette question s'essoufflera au cours du temps

- gestion de la crise :

L'organisation centralisée est nécessaire pour la coordination générale, l'accueil des personnes sinistrées, ... mais on sait que la sécurité civile sera débordée. Ne faut il pas créer des réserves communales de sauvegarde, régulièrement entraînées et formées, qui pourraient suppléer, aider les pompiers en étant au plus près des secteurs sinistrés ?

- la responsabilité individuelle :

Au delà des dispositifs d'organisation publique, ne faut t-il pas remettre en marche la responsabilité individuelle ? Les plans familiaux de sauvegarde ne nous apparaissent pas suffisants, il faudrait aller plus loin dans ce domaine.

- restauration du lit :

Il n'est pas dit si l'étude de restauration du lit comprend un volet transport des sédiments non seulement dans la traversée de Nevers, mais aussi quelques kilomètres en amont. Il faudrait bien comprendre comment se passe le phénomène de dépôts de sédiments notamment autour de l'île Saint Charles et ainsi pouvoir agir au bon endroit de façon à ce que la dynamique fluviale facilite le travail et réduise le travail d'entretien.

- comité de pilotage :

Il n'y a pas de fréquence minimum de réunion du comité de pilotage, pourtant les mesures d'organisation sont à maintenir au cours du temps long. Le changement climatique doit nous rendre modeste et des révisions de la stratégie seront certainement à prévoir.

- sur le coût :

il est annoncé un coût global de 23 millions d'euros , il est à relativiser face aux enjeux. Il représente à peine le coût d'un kilomètre de LGV.